

**Mémorandum du Président****Proposition de financement additionnel en faveur de la République-Unie de Tanzanie****Programme de résilience des systèmes alimentaires en Tanzanie – Horticulture (TFSRP-H)**

Numéro du projet: 2000004073

Cote du document: EB 2025/LOT/P.3

Date: 14 août 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

**POUR: APPROBATION**

**Mesures à prendre:** Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement additionnel telle qu'elle figure au paragraphe 70.

**Questions techniques:****Sara Mbago-Bhunu**

Directrice régionale

Division Afrique orientale et australe

courriel: s.mbagobhunu@ifad.org

**Meng Sakphouseth**

Directeur de pays

Division Afrique orientale et australe

courriel: m.sakphouseth@ifad.org

## Table des matières

<b>Résumé du financement</b>	<b>ii</b>
<b>I. Contexte et description du programme</b>	<b>1</b>
A. Contexte	1
B. Description du programme initial	1
<b>II. Justification du financement additionnel</b>	<b>2</b>
A. Raison d'être	2
B. Description de la zone géographique et des groupes cibles	4
C. Composantes, résultats et activités	4
D. Coût, avantages et financement	6
<b>III. Gestion des risques</b>	<b>11</b>
A. Risques et mesures d'atténuation	11
B. Catégorie environnementale et sociale	11
C. Classement au regard des risques climatiques	12
<b>IV. Exécution</b>	<b>12</b>
A. Respect des politiques du FIDA	12
B. Cadre organisationnel	12
C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique	13
D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement	14
<b>V. Instruments et pouvoirs juridiques</b>	<b>14</b>
<b>VI. Recommandation</b>	<b>14</b>

## Appendices

- I. Updated logical framework incorporating the additional financing
- II. Updated summary of the economic and financial analysis

---

### Équipe d'exécution du programme

---

Directrice régionale:	Sara Mbago-Bhunu
Directeur de pays:	Meng Sakphouseth
Responsable technique:	Putso Nyathi
Responsable des finances:	Sengul James
Spécialiste climat et environnement:	Claus Renier
Juriste:	Mavundla Mhlambi

---

## Résumé du financement

<b>Institution initiatrice:</b>	Association internationale de développement (IDA) du Groupe de la Banque mondiale
<b>Emprunteur/bénéficiaire:</b>	République-Unie de Tanzanie
<b>Organisme d'exécution:</b>	Ministère de l'agriculture
<b>Coût total du programme:</b>	2 234,00 millions d'USD
<b>Montant du prêt initial du FIDA:</b>	21,50 millions d'USD
<b>Conditions du financement initial du FIDA:</b>	Particulièrement concessionnelles: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, assorti d'une commission de service de 0,75% l'an en droit de tirage spécial (ajustement pour les prêts en une seule monnaie)
<b>Montant du prêt additionnel 1 du FIDA au titre du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP):</b>	39,90 millions d'USD
<b>Conditions du prêt additionnel 1 du FIDA:</b>	Particulièrement concessionnelles: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, assorti d'une commission de service de 0,75% l'an en droit de tirage spécial (ajustement pour les prêts en une seule monnaie)
<b>Montant du prêt additionnel 2 du FIDA au titre du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE):</b>	10,00 millions d'USD
<b>Conditions du prêt initial 2 du FIDA:</b>	Ordinaires, assorties d'un délai de remboursement maximal de 35 ans, y compris un différé d'amortissement maximal de 10 ans, avec une échéance moyenne de remboursement de 20 ans, à un taux d'intérêt correspondant au taux de référence du FIDA et incluant une marge variable
<b>Co-financeurs:</b>	IDA et Agence japonaise de coopération internationale (JICA)
<b>Montant du cofinancement:</b>	IDA: 300,00 millions d'USD JICA: 70,00 millions d'USD
<b>Conditions du cofinancement:</b>	Prêt
<b>Contribution de l'emprunteur/du bénéficiaire:</b>	1 793,00 millions d'USD
<b>Montant du financement initial du FIDA (action climatique):</b>	17,39 millions d'USD
<b>Montant du financement additionnel du FIDA (action climatique):</b>	43,266 millions d'USD (dont 1,926 million d'USD sous forme de complément de financement pour le climat)
<b>Institution coopérante:</b>	IDA du Groupe de la Banque mondiale

## I. Contexte et description du programme

### A. Contexte

1. Le Programme de résilience des systèmes alimentaires en Tanzanie – Horticulture (TFSRP-H) a été approuvé par le Conseil d'administration du FIDA selon la procédure de défaut d'opposition, le 6 novembre 2024. L'accord de financement, contresigné par le Gouvernement de la République-Unie de Tanzanie, est entré en vigueur le 5 mars 2025. Les dates d'achèvement et de clôture du programme sont respectivement le 31 mars 2029 et le 30 septembre 2029.
2. L'enveloppe de financement du programme approuvée par le FIDA s'élève à 40 millions d'USD, dont 21,5 millions provenant de l'allocation du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) de la Douzième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA12) et un déficit de financement de 18,5 millions d'USD, qui sera potentiellement comblé par l'allocation du SAFP de FIDA13. En leur qualité d'instrument de financement axé sur les résultats ou financé au titre du Programme pour les résultats (PforR), les fonds du FIDA contribuent au financement du Programme de résilience des systèmes alimentaires en Tanzanie (TFSRP), qui dans son ensemble s'élève à 2,2 milliards d'USD – montant financé à hauteur de 1,8 milliard d'USD par le Gouvernement tanzanien et de 300 millions d'USD par la Banque mondiale, en sus du financement du FIDA. L'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) apporte elle aussi un financement, d'un montant de 70 millions d'USD. La Banque mondiale est chargée d'administrer les financements du FIDA, et une lettre de nomination a été contresignée à cet effet.
3. Après confirmation de l'allocation budgétaire au titre de FIDA13, le Gouvernement tanzanien a demandé, dans une lettre datée du 31 janvier 2025, un financement de 49,9 millions d'USD, comprenant 18,5 millions d'USD pour combler le déficit de financement de 18,5 millions d'USD à titre de financement additionnel. Un deuxième courrier, daté du 11 avril 2025, a confirmé l'intention d'utiliser 10 millions d'USD provenant du Mécanisme d'accès aux ressources empruntées (MARE) de FIDA13 et 39,9 millions d'USD issus du guichet du Système d'allocation fondé sur la performance (SAFP) de FIDA13. Cette répartition reflète celle des allocations budgétaires de la République-Unie de Tanzanie, qui sont de 10 millions d'USD au titre du MARE et de 64,071 millions d'USD au titre du SAFP.

### B. Description du programme initial

4. En tant qu'initiative relevant du PforR, le TFSRP-H appuie un programme public en cours, le Programme de développement du secteur agricole II.
5. L'objectif de développement du programme est de soutenir la résilience des systèmes alimentaires en renforçant la prestation de services agricoles, en favorisant l'adoption de technologies climato-compatibles et en améliorant la performance budgétaire dans le secteur agricole, un accent étant en outre mis sur la jeunesse intervenant dans le secteur horticole.
6. Le TFSRP-H contribuera aux deux objectifs stratégiques du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP): objectif stratégique 1 – renforcer la résilience climatique des systèmes de production pour accroître la productivité des petits producteurs; objectif stratégique 2 – améliorer l'accès des petits producteurs aux marchés et aux microentreprises et petites et moyennes entreprises.
7. Le programme est composé de trois domaines de résultats (*Results Areas*, RA) relevant du PforR et d'un guichet de financement de projets d'investissement pour la Tanzanie continentale, et de trois composantes relevant d'un financement de projets d'investissement à Zanzibar. Le financement initial contribue au domaine RA 1 et à toutes les composantes relevant d'un financement de projets d'investissement.

- RA 1: Amélioration de la prestation de services en matière de recherche, de vulgarisation et de systèmes semenciers
- RA 2: Mise en place d'une infrastructure rurale résiliente
- RA 3: Renforcement de la performance budgétaire dans les domaines d'investissement prioritaires
- Composante 1 (Zanzibar): Amélioration de la prestation de services en matière de recherche, de vulgarisation et de systèmes semenciers
- Composante 2 (Zanzibar): Remise en état des infrastructures rurales à des fins de résilience climatique
- Composante 3 (Zanzibar): Exécution et supervision du programme
- Composante relevant du financement de projets d'investissement (Tanzanie continentale): financement de l'assistance technique et des services de consultants voulus

## **II. Justification du financement additionnel**

### **A. Raison d'être**

8. Le financement additionnel est principalement motivé par le fait qu'il donne au FIDA l'occasion d'appuyer la recherche appliquée dans le secteur horticole en République-Unie de Tanzanie, l'amélioration des pratiques de production et l'accès à l'eau grâce à une meilleure gestion des systèmes d'irrigation.
9. Le programme affiche de bons résultats et n'est pas considéré comme un programme posant un problème potentiel ou avéré. Sur le territoire continental, les indicateurs et sous-indicateurs liés au décaissement (DLI et sous-DLI) prévus pour l'année financière 2024/2025 sont en bonne voie pour permettre un décaissement dans les délais, sous réserve de vérification. Fait notable, pour le DLI 4.1, le Gouvernement tanzanien a soumis un rapport de vérification qui a dépassé les attentes, en couvrant l'exploitation, la gestion et l'entretien de 14 périmètres d'irrigation, dépassant l'objectif de 10 périmètres pour cette année du programme.
10. Le programme a pleinement atteint les DLI prévus pour l'exercice 2023/2024, le montant des résultats liés aux décaissements vérifiés atteignant les 53,94 millions d'USD. Par exemple, le Tanzania Agricultural Research Institute (TARI) a produit 1 291,11 tonnes de semences de première génération, dont 16,85 tonnes de semences de souche, 241,876 tonnes de semence de prébase, 806,314 tonnes de semences de base et 224,07 tonnes de semences certifiées. À Zanzibar, des progrès remarquables ont été obtenus en matière de formation des agriculteurs et de renforcement des liens entre recherche et vulgarisation.
11. En parallèle, le Ministère de l'agriculture poursuit l'intégration numérique de M-Kilimo<sup>1</sup>, en incorporant les retours des usagers pour améliorer les fonctionnalités du système. Afin d'encourager la participation des jeunes et des femmes au secteur agricole, 686 personnes ont reçu une formation en entrepreneuriat agricole ainsi que des parcelles de 2 à 4 hectares environ.
12. Il est important de noter que le financement additionnel proposé n'appelle pas un ajournement de la date d'achèvement ou de clôture initiale. L'ensemble des coûts du programme approuvés par le Conseil d'administration du FIDA dépasse 2 milliards d'USD, et le financement additionnel n'excède pas 20% du coût total initial du programme.
13. Dans ce contexte, le financement additionnel proposé couvrira:

<sup>1</sup> « Agriculture mobile » en swahili – application mobile hébergée par le Ministère de l'agriculture, permettant aux agriculteurs de fournir des informations sur leurs cultures, les prix pratiqués et leur localisation, afin de faciliter la mise en relation avec les acheteurs.

- Le déficit de financement de 18,5 millions d'USD approuvé lors de la conception initiale. Le déficit de financement représente 47% de l'engagement général du FIDA en faveur du TFSRP-H, et est réparti comme suit: 15,9 millions d'USD (soit 86%) alloués à la portion PforR et 2,6 millions d'USD (soit 14%) affectés au financement de projets d'investissement. Il couvre les mêmes activités que le financement initial, c'est-à-dire le domaine RA 1 sur le territoire continental et les composantes 1 et 2 à Zanzibar, en plus de la composante de financement de projets d'investissement en Tanzanie continentale.
- Un financement additionnel supplémentaire de 31,4 millions d'USD pour i) élargir la portée de du DLI 1 en renforçant davantage les capacités institutionnelles du Horticultural Research and Training Institute in Tengeru (HORTI-Tengeru), centre d'excellence horticole en matière de recherche horticole appliquée, d'innovation, de formation de premier cycle et de fourniture de services consultatifs, avec l'appui du World Vegetable Center et de TARI-Tengeru; ii) la reproduction à plus grande échelle des contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien fondés sur les résultats et relevant de du DLI 4, qui ont permis d'introduire et de faire adopter des pratiques améliorées en matière de gestion de l'eau au profit de la production horticole.

#### **Aspects particuliers relatifs aux thématiques transversales prioritaires du FIDA**

14. Conformément aux engagements pris par le FIDA en matière de transversalisation, avec financement additionnel, le programme reste validé comme:
  - incluant un financement climatique;
  - axé sur les jeunes;
  - incluant des activités relatives à la capacité d'adaptation.
15. **Financement climatique et capacité d'adaptation.** Le programme appuiera: i) une augmentation des capacités de production fondée sur la mise à disposition constante, la production accrue et l'adoption généralisée de variétés de semences améliorées résilientes aux changements climatiques (résistantes à la chaleur ou à la sécheresse, notamment); ii) la prestation de services de conseil numériques en matière de gestion des ressources en eau, telle que soutenue globalement par le programme TFSRP.
16. **Approche axée sur les jeunes.** Les jeunes peinent à accéder à la terre et aux financements, ce qui contribue à les exclure du secteur agricole. Perçus comme un groupe à risque élevé, ils sont rarement ciblés par les investissements, en particulier dans l'agriculture. Le programme donnera aux jeunes les moyens de participer aux filières ciblées, en tant qu'entrepreneurs ou en tant qu'actifs, grâce à: i) un renforcement de leurs capacités; ii) un meilleur accès aux avoirs productifs; iii) la création d'emplois décents, agricoles ou non, à leur intention. Le financement additionnel améliorera davantage l'accès des jeunes horticulteurs aux terres irriguées.
17. **Nutrition.** Le TFSRP-H contribuera à l'obtention de résultats en matière de nutrition en encourageant la recherche et la diffusion de nouvelles variétés de semences et de nouvelles pratiques favorisant la diversification des filières culturelles et une meilleure gestion post-récolte afin d'accroître la disponibilité d'aliments nutritifs.
18. **Égalité femmes-hommes.** Le programme contribuera à l'égalité des chances pour les jeunes femmes et les jeunes hommes. Plus précisément, il permettra: i) de renforcer l'autonomisation économique des jeunes femmes en facilitant leur accès aux avoirs productifs et leur contrôle sur ceux-ci; ii) d'améliorer la participation des jeunes femmes aux organisations communautaires.

## B. Description de la zone géographique et des groupes cibles

19. La zone géographique et les groupes cibles demeurent inchangés, de même que l'objectif de développement du programme, qui est d'assurer la résilience des systèmes alimentaires en renforçant la prestation de services agricoles, en favorisant l'adoption de technologies climatiquement résilientes et en améliorant la performance budgétaire dans le secteur agricole.
20. Le TFSRP-H a une portée nationale. Le prêt de l'Association internationale de développement (IDA) cible l'agriculture en général; le FIDA se concentrera sur les sites présentant un avantage comparatif en matière d'horticulture.
21. La sélection des districts sera fondée sur des critères tels que: i) la proportion de jeunes et la densité de population; ii) les marchés potentiels; iii) la vulnérabilité face aux changements climatiques; iv) la complémentarité avec d'autres initiatives, projets et programmes et le potentiel de cofinancement avec la Banque mondiale et d'autres partenaires, et avec d'autres projets du FIDA.
22. La stratégie de ciblage aidera à la définition de différentes catégories de jeunes, ce qui permettra de proposer des ensembles de prestations adaptés à cette population.
23. **Groupe cible.** Le programme général ciblera désormais 580 000 ménages, soit environ 2,16 millions de personnes, dont 280 000 jeunes femmes et hommes (âgés de 18 à 40 ans), dont 30 000 jeunes supplémentaires bénéficiant directement du présent financement additionnel.
24. Les jeunes bénéficiaires directs du programme seront sélectionnés parmi les trois groupes socioéconomiques suivants: i) jeunes ruraux pauvres en situation d'insécurité alimentaire et disposant d'avoirs de production limités; ii) jeunes producteurs ruraux en situation d'insécurité alimentaire modérée actifs dans l'horticulture de subsistance ou participant à cette filière; iii) jeunes à la tête d'une petite ou moyenne entreprise économiquement active disposant d'un marché potentiel, mais confrontée à des contraintes de productivité et de commercialisation.
25. La stratégie de ciblage des jeunes s'appuiera sur les moyens suivants:  
i) autociblage, les activités correspondantes étant axées sur les besoins des jeunes ruraux en situation d'insécurité alimentaire actifs dans l'horticulture; ii) ciblage direct des jeunes vulnérables et/ou marginalisés; iii) mesures d'autonomisation et de renforcement des capacités destinées à garantir que les jeunes ciblés pourront bénéficier des avantages du programme grâce à des approches innovantes présentant un intérêt pour eux; iv) établissement d'un environnement porteur et contribution à l'élaboration des politiques dans l'optique de créer un contexte incitatif pour les jeunes.

## C. Composantes, résultats et activités

26. Le financement additionnel ne modifiera pas les composantes, résultats et activités du programme existant, et contribuera aux domaines RA 1 (DLI 1) et RA 2 (DLI 4).
27. **Le domaine RA 1 (amélioration de la prestation de services en matière de recherche, de vulgarisation et de systèmes semenciers)** vise à soutenir la mise en œuvre du Programme de développement du secteur agricole II, à renforcer la résilience et à accroître la capacité de la Tanzanie continentale à s'adapter aux changements climatiques par un renforcement de la capacité des institutions de recherche à développer des technologies et à les adapter, par la diffusion de solutions numériques permettant un accès accru aux technologies climato-compatibles et par une amélioration de l'approvisionnement en semences de grande qualité résistantes face aux changements climatiques. Trois indicateurs liés aux décaissements sont associés à cette composante: DLI 1 – financement durable destiné au développement et à la diffusion de technologies résilientes face

aux changements climatiques dans l'agriculture; DLI 2 – extension de la portée de la vulgarisation, y compris par le biais de solutions informatiques visant la promotion de pratiques climato-compatibles; DLI 3 – amélioration des liens fonctionnels dans la filière des semences.

28. Le financement initial contribue aux trois DLI du domaine RA1, et le financement additionnel ajoutera le sous-DLI 1.3 concernant spécifiquement la mise en place physique et opérationnelle du centre d'excellence. Le sous-DLI 1.3 sera financé par deux versements distincts de 1 537 500 USD finançant deux indicateurs, pour un total de 3,075 millions d'USD. L'indicateur 1.3.1 mesurera la création du centre (rénovation ou construction de bâtiments sur un site existant, achat d'équipements et approbation d'un plan opérationnel triennal, prévoyant un plan de recherche et de transfert de technologies, des partenariats, un plan de dotation en personnel, un cadre de résultats et un budget). L'indicateur 1.3.2 mesurera la mise en œuvre opérationnelle du centre, dans le cadre de laquelle le FIDA versera un total de 1 537 500 USD, qui bénéficieront aux 1 600 premiers « conseillers villageois » formés et certifiés par le centre d'excellence. Le fonctionnement du centre d'excellence horticole Horti-Tengeru sera assuré grâce à l'expertise du World Vegetable Center.
29. Le **domaine RA 2 (mise en place d'une infrastructure rurale résiliente)** est conçu comme un complément aux investissements en capital des pouvoirs publics dans les infrastructures qui sont essentielles pour augmenter la productivité et renforcer la résilience, notamment face aux changements climatiques. Les indicateurs correspondant à ce domaine sont les suivants: DLI 4 – contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien fondés sur les résultats établis et exécutés; DLI 5 – gestion efficace des installations publiques d'entreposage.
30. Le financement additionnel assurera la transposition du DLI 4 à plus grande échelle, en permettant la signature de 11 contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien supplémentaires d'ici à l'exercice 2026/2027, et portant à 16 500 hectares supplémentaires la superficie gérée sous des contrats de ce type d'ici à l'exercice 2027/2028, en appliquant les mêmes paramètres de paiement que ceux du financement de l'IDA. Ainsi, le FIDA versera 1,3 million d'USD au titre de chaque contrat d'exploitation, de gestion et d'entretien supplémentaire signé, pour un montant maximum de 14,3 millions d'USD, et 580 USD pour chaque hectare exploité dans le cadre de ces contrats, pour un maximum de 14,025 millions d'USD, soit au total 28,325 millions d'USD au titre du DLI 4. Le financement additionnel encouragera ainsi la modernisation et la remise en état des systèmes d'irrigation existants, de même que la mise en œuvre de systèmes d'irrigation de petite échelle, y compris dans le cadre du plan directeur du Ministère de l'agriculture relatif aux trous de forage, dans l'optique d'améliorer la productivité horticole.
31. En vertu du Manuel des opérations du programme, le DLI 4 mesure la mise en place formelle et la zone d'intervention de l'accord contractuel entre la Commission nationale de l'irrigation et les organisations d'irrigants pour l'exploitation, la gestion et l'entretien de systèmes d'irrigation ciblés. Le DLI mesure deux sous-DLI, à savoir i) DLI 4.1 - Nombre de contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien fondés sur les résultats signés (ventilé par région); ii) DLI 4.2 – Superficie (nombre d'hectares) exploitée dans le cadre de contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien fondés sur les résultats.
32. Le **domaine RA 3 (renforcement de la performance budgétaire dans les domaines d'investissement prioritaires)** est destiné à améliorer la performance institutionnelle. Un budget agricole mieux établi et la réaffectation de certaines aides publiques permettront de gagner en efficacité et en impact dans la prestation des services, d'assurer une meilleure planification locale et d'accroître les investissements en matière de gestion des ressources naturelles. Ainsi, les

agriculteurs, leurs organisations professionnelles et les autres acteurs des filières seront moins vulnérables face aux chocs d'origine climatique. Les indicateurs liés aux décaissements correspondant à ce domaine sont les suivants: DLI 6 – amélioration du suivi et de la prévisibilité de la trajectoire budgétaire en matière agricole; DLI 7 – augmentation des évaluations et amélioration de la gestion en matière de santé des sols.

33. **Composante relevant du financement de projets d'investissement (Tanzanie continentale):** la composante relevant du financement de projets d'investissement en Tanzanie continentale financera trois spécialistes supplémentaires (un(e) spécialiste des questions relatives à la jeunesse et au ciblage; un(e) expert(e) en horticulture; et un(e) expert(e) en agriculture numérique, à temps partiel), qui rejoindront l'équipe de gestion du programme de la Tanzanie continentale. Au besoin, cette composante servira aussi à compléter la contribution de l'IDA destinée à l'assistance technique.
34. **Composante 1 (Zanzibar): Amélioration de la prestation de services en matière de recherche, de vulgarisation et de systèmes semenciers.** Cette composante vise le renforcement de la capacité des différents acteurs à conduire des recherches pertinentes en matière de technologies agricoles, notamment sur de nouvelles variétés, à développer et à diffuser ces technologies et à fournir les services de vulgarisation nécessaires pour promouvoir leur adoption.
35. **Composante 2 (Zanzibar): Remise en état des infrastructures rurales à des fins de résilience climatique.** Dans le cadre de cette composante, le TFSRP-H financera la remise en état des infrastructures d'irrigation et de drainage, le forage de puits et la remise en état de certaines routes agricoles. Par ailleurs, la Banque mondiale soutiendra la construction de magasins publics destinés aux exploitations et de trois aires de séchage dans les centres de prestation de services aux exploitants.
36. **Composante 3 (Zanzibar): Exécution et supervision du programme.** Cette composante financera trois spécialistes supplémentaires (un(e) spécialiste des questions relatives à la jeunesse et au ciblage; un(e) expert(e) en horticulture; et un(e) expert(e) en agriculture numérique, à temps partiel), qui rejoindront l'équipe de gestion du programme de la Tanzanie continentale. Au besoin, cette composante servira aussi à compléter la contribution de la Banque mondiale destinée à une assistance technique spécifique.

## **D. Coût, avantages et financement**

### **Coût du programme**

37. Le coût total du programme, d'un montant de 2,234 milliards d'USD, provisions pour imprévus incluses, se répartit comme suit: 915,50 millions d'USD (41%) au titre du domaine RA 1, 1 054 millions d'USD (47%) au titre du domaine RA 2, 238 millions d'USD (11%) au titre du domaine RA 3 et 26,50 millions d'USD (1%) au titre de la composante relevant du financement de projets d'investissement. Le montant additionnel total alloué par le FIDA au programme au titre du financement de l'action climatique est estimé à 43,266 millions d'USD (dont 1,926 million sous forme de complément de financement pour le climat).
38. Par ailleurs, si le déficit de financement contribue aux objectifs existants définis à la conception, le financement additionnel élargira quant à lui à 30 000 jeunes horticulteurs supplémentaires la portée du TFSRP-H, portant celle-ci à 2,16 millions de personnes issues d'environ 580 000 ménages. Par ailleurs, le déficit de financement contribuera à élargir l'objectif du FIDA, portant à environ 16 500 hectares supplémentaires la superficie soumise à des pratiques améliorées de gestion de l'eau. Ces objectifs seront ajoutés au cadre de résultats global du TFSRP.

**Tableau 1**  
**Cadre de résultats global du TFSRP après le financement additionnel**

	<i>Objectifs du financement initial du FIDA (dont déficit de financement)</i>	<i>Objectifs du financement additionnel du FIDA</i>	<i>Nouveaux objectifs du financement total du FIDA</i>	<i>Nouveaux objectifs pour l'ensemble du programme (toutes sources de financement confondues)</i>
<b>1.a Personnes recevant des services encouragés ou soutenus par le programme</b>				
Hommes	125 000	15 000	140 000	320 000
Femmes	125 000	15 000	140 000	260 000
Jeunes	250 000	30 000	280 000	280 000
Nombre total de personnes bénéficiant de services	250 000	30 000	280 000	580 000
<b>1.b Nombre total estimé correspondant de membres de ménages</b>				
Membres de ménages	330 000	30 000	360 000	2 160 000
<b>Centre d'excellence construit et opérationnel</b>				
Centre d'excellence rénové et équipé	0	1	1	1
Nombre de conseillers villageois formés	0	1600	1600	1600
<b>DLI 4: Contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien fondés sur les résultats établis et exécutés</b>				
Nombre de contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien fondés sur les résultats signés	0	11	11	34
Hectares exploités dans le cadre de contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien fondés sur les résultats	0	16 500	16 500	53 500

**Tableau 2**  
**Résumé du financement initial et du financement additionnel**  
(en millions d'USD)

Sources de financement	Financement initial*	Financement additionnel	Total
Prêt du FIDA	21,5	49,9	71,4
JICA		70	70
Banque mondiale/IDA	300	-	300
Emprunteur/bénéficiaire	1 793	-	1 793
<b>Total</b>	<b>2 114,5</b>	<b>119,9</b>	<b>2 234,4</b>

Tableau 3  
**Financement additionnel: coût du programme par domaine de résultat, DLI et source de financement**  
(en millions d'USD)

Domaines de résultat	Indicateurs liés aux décaissements	FIDA13 (financement additionnel +)	Prêt 1 du FIDA (SAFP)	Prêt 2 du FIDA (MARE)
RA 1: Amélioration de la prestation de services en matière de recherche, de vulgarisation et de systèmes semenciers	DLI 1: Financement durable destiné au développement et à la diffusion de technologies résilientes face aux changements climatiques dans l'agriculture DLI 2: Extension de la portée de la vulgarisation, y compris par le biais de solutions informatiques visant la promotion de pratiques climato-compatibles DLI 3: Amélioration des liens fonctionnels dans la filière des semences	8,650 3,475 6,850	8,650 3,475 6,850	- - -
<b>Sous-total RA 1</b>		<b>18,975</b>	<b>18,975</b>	<b>-</b>
RA 2: Mise en place d'une infrastructure rurale résiliente	DLI 4: Exploitation des systèmes d'irrigation DLI 5: Stockage et commercialisation	28,325 -	18,325 -	10,000 -
<b>Sous-total RA 2</b>		<b>28,325</b>	<b>18,325</b>	<b>10,000</b>
RA 3: Renforcement de la performance budgétaire dans les domaines d'investissement prioritaires	DLI 6: Amélioration du suivi et de la prévisibilité de la trajectoire budgétaire en matière agricole DLI 7: Gestion de la santé des sols améliorée	- -	- -	- -
<b>Sous-total RA 3</b>		-	-	-
<b>Sous-total PforR</b>		<b>47,300</b>	<b>37,300</b>	<b>10,000</b>
<hr/>				
Composantes		FIDA13 (financement additionnel +)	SAFP	MARE
Composante 1: Amélioration de la prestation de services en matière de recherche, de vulgarisation et de systèmes semenciers (Zanzibar)		1,900	1,900	-
Composante 2: Remise en état des infrastructures rurales à des fins de résilience climatique (Zanzibar)		0,200	0,200	-
Composante 3: Exécution et supervision du programme		-	-	-
Composante relevant du financement de projets d'investissement (Tanzanie continentale): Renforcement des capacités et assistance technique		0,500	0,500	-
<b>Sous-total du budget relevant du financement de projets d'investissement</b>		<b>2,600</b>	<b>2,600</b>	<b>-</b>
<b>Budget global total</b>		<b>49,900</b>	<b>39,900</b>	<b>10,000</b>

**Tableau 4**  
**Coût du programme du FIDA par composante et par année du programme**  
(en millions d'USD)

	<i>Indicateurs liés aux décaissements</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>2024/2025</i>	<i>2025/2026</i>	<i>2026/2027</i>	<i>2027/2028</i>
DLI 1	Financement durable destiné au développement et à la diffusion de technologies résilientes face aux changements climatiques dans l'agriculture	16,13	4,79	4,23	2,79	4,33
DLI 2	Extension de la portée de la vulgarisation, y compris par le biais de solutions informatiques visant la promotion de pratiques climato-compatibles	6,75	-		6,49	0,26
DLI 3	Amélioration des liens fonctionnels dans la filière des semences	13,70	2,62	2,62	2,62	5,84
DLI 4	Contrats d'exploitation, de gestion et d'entretien fondés sur les résultats établis et exécutés	28,33		7,80	14,15	6,38
	Composante relevant du financement de projets d'investissement (Tanzanie continentale)	<b>1,00</b>	<b>0,25</b>	<b>0,25</b>	<b>0,25</b>	<b>0,25</b>
<b>Total Tanzanie continentale</b>		<b>65,90</b>	<b>7,66</b>	<b>14,90</b>	<b>26,30</b>	<b>17,05</b>
<hr/>						
	<i>Composantes</i>	<i>Total des dépenses</i>	<i>2024/2025</i>	<i>2025/2026</i>	<i>2026/2027</i>	<i>2027/2028</i>
Composante 1	Amélioration de la prestation de services en matière de recherche, de vulgarisation et de systèmes semenciers	2,50	0,50	0,10	1,90	-
Composante 2	Mise en place d'une infrastructure rurale résiliente	2,50	-	2,25	0,25	-
Composante 3	Exécution et supervision du programme	0,50	0,25		0,25	-
<b>Total Zanzibar</b>		<b>5,50</b>	<b>0,75</b>	<b>2,35</b>	<b>2,40</b>	-
<b>Total cumulé</b>		<b>71,40</b>	<b>8,41</b>	<b>17,245</b>	<b>28,7</b>	<b>17,05</b>

### **Stratégie et plan de financement et de cofinancement**

39. Les sources de financement du programme sont le Gouvernement tanzanien (1,793 milliard d'USD, soit 80,25% du coût total), l'IDA (300 millions d'USD, soit 13,42%), le JICA (70 millions d'USD, soit 3,13% à confirmer) et le FIDA (71,4 millions d'USD, soit 3,20%). La Banque mondiale administrera le programme conformément à sa politique et à ses directives, y compris en ce qui concerne la gestion financière. Conformément à l'accord de financement de l'IDA/la Banque mondiale, les dépenses admissibles financées par le FIDA incluront les taxes et les droits.
40. L'IDA et le FIDA ont tous deux recours à des financements relevant à la fois du PforR et du financement de projets d'investissement. La contribution de l'IDA se décompose en 280 millions d'USD (93%) relevant du PforR et 20 millions d'USD (7%) relevant du financement de projets d'investissement. La contribution du FIDA se décompose en 64,9 millions d'USD (91%) relevant du PforR et 6,5 millions d'USD (9%) relevant du financement de projets d'investissement; ces fonds proviendront de FIDA12 à hauteur de 21,5 millions d'USD et de FIDA13 à hauteur de 49,9 millions d'USD.

### **Décaissement**

41. Les décaissements du FIDA respecteront les procédures de l'IDA et seront effectués par le biais du portail Client Connection de la Banque mondiale à l'aide de comptes bancaires existants. L'emprunteur a une capacité suffisante et un plan comptable pour séparer correctement les fonds selon leur source de financement et leur utilisation.
42. Les décaissements au titre du PforR seront effectués à la réalisation des DLI correspondants. Le Gouvernement tanzanien préfinancera les activités relevant du PforR et sera remboursé par l'IDA et le FIDA à l'atteinte des résultats convenus au préalable. Des avances pourront être accordées à titre provisoire. La réalisation des DLI sera vérifiée par le Bureau de l'Auditeur général interne et/ou un organisme de vérification tiers, conformément aux protocoles de vérification en vigueur. La Banque mondiale enverra des instructions de décaissement au FIDA, accompagnées d'une communication officielle confirmant la réalisation des DLI. À réception de cet avis, le FIDA décaissera les fonds à destination du compte bancaire du programme ouvert à la Banque de Tanzanie pour recevoir les fonds du FIDA.
43. Les fonds liés aux activités relevant du financement de projets d'investissement seront décaissés par le FIDA à destination de deux comptes bancaires désignés distincts à la Banque de Tanzanie (pour la Tanzanie continentale et Zanzibar). Ces décaissements seront fondés sur les rapports financiers intermédiaires trimestriels, qui seront présentés à la Banque mondiale dans les 45 jours suivant la fin du trimestre, et les demandes de retrait seront soumises directement dans le portail Client Connection de la Banque mondiale.

### **Résumé des avantages et analyse économique**

44. L'analyse économique et financière initialement menée par la Banque mondiale s'est appuyée sur un modèle coûts-avantages pour évaluer l'efficience ex ante du TFSRP-H sur la période 2023-2040. Les coûts englobaient l'ensemble du budget du programme (2 milliards d'USD), tous les postes budgétaires étant jugés nécessaires pour avoir l'impact recherché. Les bénéfices nets supplémentaires ont été estimés en termes de valeur de la production agricole pour six cultures principales. Ils ont été calculés comme la différence entre les avantages d'un scénario contre-factuel sans programme et ceux d'un scénario avec programme. Les changements climatiques sont pris en compte dans les deux scénarios. La valeur actuelle nette du programme est estimée à 4,01 milliards d'USD, avec un taux de rentabilité interne de 14,7% et un ratio bénéfices/coût de 2/1.

45. L'analyse économique et financière couvrant le programme tout entier et le financement additionnel de 31,4 millions d'USD représentant moins de 1,5% de ces coûts, le résultat d'une nouvelle analyse ne se différencierait pas de manière significative de l'analyse initiale.

#### **Stratégie de retrait et durabilité**

46. La pérennisation et la stratégie de retrait font partie intégrante de la nature du PforR, qui contribue directement à un programme du Gouvernement existant, l'appui budgétaire permettant d'améliorer l'efficience et la prévisibilité du financement. En outre, le programme renforce les institutions telles que les comités de gestion de l'irrigation, gage de durabilité pour les investissements en matière d'infrastructures. Impliquer le secteur privé dans le développement des systèmes de semences horticoles contribuera aussi à pérenniser les activités.

### **III. Gestion des risques**

#### **A. Risques et mesures d'atténuation**

47. Globalement, les risques inhérents et les risques résiduels du TFSRP-H sont jugés modérés. Les risques les plus élevés concernent le contexte environnemental et climatique, la gestion financière et la passation des marchés au titre du programme.
48. Pour atténuer ces risques, le programme élaborera des plans d'exécution clairs et améliorera les systèmes de suivi-évaluation. Par ailleurs, la Banque mondiale assurera un suivi étroit des procédures financières et de passation des marchés du programme.
49. Les risques liés au contexte environnemental seront atténués par la mise en œuvre d'interventions à visée climato-compatible et par l'établissement de plans de gestion environnementale, sociale et climatique spécifiques à chaque site.
50. Le risque fiduciaire global est considéré comme substantiel. Les mesures d'atténuation figurant dans la matrice intégrée des risques du programme visent à renforcer les capacités et les performances du système fiduciaire dans l'objectif d'offrir un degré d'assurance raisonnable que les fonds seront utilisés aux fins prévues, en tenant dûment compte des principes d'économie, d'efficience, d'efficacité, de transparence et de responsabilité.

Tableau 5  
**Synthèse des risques**

Aspect du risque	Niveau de risque inhérent	Évaluation du risque résiduel
Contexte national	Substantiel	Substantiel
Stratégies et politiques sectorielles	Modéré	Modéré
Environnement et contexte climatique	Substantiel	Substantiel
Portée du programme	Modéré	Modéré
Capacités institutionnelles d'exécution et viabilité	Modéré	Modéré
Gestion financière	Substantiel	Substantiel
Passation des marchés	Substantiel	Substantiel
Impact environnemental, social et climatique	Modéré	Modéré
Parties prenantes	Modéré	Modéré
<b>Risque global</b>	Modéré	Modéré

#### **B. Catégorie environnementale et sociale**

51. Le **risque environnemental et social** du TFSRP-H est jugé modéré par la Banque mondiale. Les risques potentiels et les effets néfastes sont prévisibles et devraient être temporaires et/ou réversibles. Aucun chantier de grande ampleur n'est prévu, et le programme n'aura pas d'incidence sur des zones sensibles ni ne sera préjudiciable à l'habitat naturel ou à la biodiversité. Les investissements concernant les infrastructures se limiteront essentiellement à l'exploitation, à l'entretien et à la

gestion, et n'emploieront qu'un personnel limité. Les activités n'auront pas lieu dans des zones exposées à des risques géophysiques; le risque est donc jugé minime. Les bénéficiaires des sous-programmes seront tenus d'élaborer des plans de gestion environnementale et sociale spécifiant les risques et les possibilités potentiellement induits par les activités proposées, ainsi que les mesures d'atténuation et/ou d'amélioration associées.

### **C. Classement au regard des risques climatiques**

52. **Le classement** préliminaire du TFSRP-H **au regard des risques climatiques** est « substantiel » en raison, d'une part, de l'exposition du pays à des phénomènes météorologiques extrêmes tels que des sécheresses, des inondations, des températures élevées et des épisodes de sécheresse et, d'autre part, de la fréquence et de l'intensité accrues de fortes pluies, de tempêtes de grêle et de vents violents, ainsi que de l'élévation du niveau de la mer. La vulnérabilité des bénéficiaires ciblés face aux chocs d'origine climatique constitue un risque pesant sur la réalisation des objectifs du programme.

## **IV. Exécution**

### **A. Respect des politiques du FIDA**

53. Le financement proposé est entièrement conforme aux politiques du FIDA et satisfait à tous les critères ouvrant droit à un financement additionnel pour combler un déficit de financement, comme indiqué dans les Directives relatives à la conception des projets.

### **B. Cadre organisationnel**

#### **Gestion et coordination**

54. Les modalités d'exécution ne changent pas, la gestion du programme au quotidien étant assurée par l'équipe de gestion du programme rattachée au Ministère de l'agriculture en Tanzanie continentale et par l'équipe de gestion du programme rattachée au Ministère de l'agriculture, de l'irrigation, des ressources naturelles et de l'élevage à Zanzibar.
55. Ces deux équipes sont composées de membres à temps plein, auxquels s'ajoutent des coordonnateurs issus des ministères et services concernés, qui seront chargés de travailler avec les équipes. Les activités liées à la passation des marchés et à la gestion financière seront conduites par les services concernés des organismes d'exécution. En outre, chaque équipe de gestion du programme sera assistée par un(e) spécialiste des questions relatives à la jeunesse et au ciblage, à temps plein, un(e) expert(e) en horticulture, à temps plein, et un(e) expert(e) en agriculture numérique, à temps partiel.
56. Divers organismes participeront à l'exécution des activités. Le Ministère de l'agriculture sera responsable de toutes les activités à mettre en œuvre telles que présentées ci-dessus. Il est possible que le TARI soit chargé de renforcer les capacités des agents de vulgarisation. Cette mesure contribuera à nouer des relations entre la recherche et la vulgarisation, ce qui permettra de renforcer les liens fonctionnels. Les autres partenaires d'exécution seront les autorités publiques locales, le Corridor sud de la croissance agricole de la Tanzanie et l'Association tanzanienne d'horticulture. Les autorités publiques locales seront chargées des services de vulgarisation dans le cadre du dispositif institutionnel existant. La Commission nationale de l'irrigation supervisera la mise en œuvre des interventions portant sur l'irrigation.

#### **Gestion financière, passation des marchés et gouvernance**

57. Le programme sera administré par la Banque mondiale conformément à sa politique et à ses directives en matière de gestion financière. Les systèmes fiduciaires, y compris les dispositifs de mise en œuvre et institutionnels, la capacité de gestion fiduciaire et la performance de l'exécution, sont déjà évalués par la Banque

mondiale, à tous les niveaux. En ce qui concerne les financements au titre du PforR, le FIDA se fondera sur les systèmes de gestion des finances publiques au niveau du pays.

58. Les registres financiers concernant les financements relevant du PforR seront tenus à l'aide du système intégré de gestion financière. Les états financiers annuels seront élaborés conformément à la comptabilité d'exercice des Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS).
59. Les registres financiers de la composante financée par projet d'investissement seront tenus en comptabilité de caisse IPSAS dans des tableaux Excel, le Ministère ne disposant pas d'un logiciel de comptabilité.
60. Des audits internes concernant les financements relevant du PforR seront effectués par des auditeurs internes du Ministère de l'agriculture dans le cadre de leur plan annuel. Des audits internes concernant la composante financée par projet d'investissement seront réalisés au moins deux fois par an. La Banque mondiale communiquera les rapports d'audit interne au FIDA.
61. Les rapports d'audit externe concernant la composante financée par projet d'investissement seront présentés à la Banque mondiale dans les six mois suivant la fin de chaque exercice financier. Des audits externes concernant les financements relevant du PforR seront effectués par l'institution supérieure de contrôle des finances publiques du pays et présentés à la Banque mondiale dans les neuf mois suivant la fin de l'exercice financier. Lors de l'approbation du financement initial, le Conseil d'administration du FIDA a octroyé une dérogation en vertu de la section 9.03 b) des Conditions générales applicables au financement du développement agricole pour permettre une soumission des états financiers annuels audités neuf mois après la fin de chaque exercice financier, aussi bien pour les composantes relevant du PforR que pour les financements par projet d'investissement.
62. Le programme respectera les Directives de la Banque mondiale pour la prévention et la lutte contre la fraude et la corruption. Les organismes d'exécution adopteront également des mesures appropriées pour prévenir la fraude et la corruption.
63. Conformément à l'accord-cadre en matière de marchés publics conclu en septembre 2023 par le FIDA et la Banque mondiale, les politiques, règlements, règles et instructions du cofinanceur principal s'appliquent à la passation des marchés de biens, de travaux et de services.

## **C. Suivi-évaluation, apprentissage, gestion des connaissances et communication stratégique**

64. Le cadre de suivi-évaluation du TFSRP-H repose principalement sur le Système de données agricoles de routine du Ministère de l'agriculture. Une mise à jour de ce système est prévue pendant la première année de l'exécution. Certains indicateurs seront évalués à partir d'autres bases de données des autorités publiques, tandis que d'autres seront suivis par le biais de systèmes de gestion des informations établis. L'utilisation des systèmes des autorités publiques garantira la conformité des modalités de suivi-évaluation du TFSRP au cadre général de suivi-évaluation du Ministère de l'agriculture et leur cohérence avec les plateformes de suivi-évaluation créées pour le Programme de développement du secteur agricole.
65. La gestion des connaissances sera intégrée à la mise en œuvre du programme par le biais du système de suivi-évaluation. Une stratégie de gestion des connaissances sera mise en place au début du programme. L'équipe de gestion du programme documentera et diffusera les leçons tirées à intervalles réguliers lors des missions de supervision, à l'examen à mi-parcours et à l'achèvement du programme. La Banque mondiale travaille actuellement à l'amélioration de ses systèmes de suivi-évaluation, et la gestion des connaissances est l'un des domaines qu'elle entend

affiner pour tirer des enseignements de la mise en œuvre effective des programmes et des modalités de financement. Il s'agira notamment de tirer des leçons particulièrement utiles pour le FIDA, plus spécifiquement sur les modalités des financements au titre du PforR.

#### **D. Modifications qu'il est proposé d'apporter à l'accord de financement**

66. L'accord de financement sera modifié pour refléter le montant de la contribution qui sera apportée par le FIDA, conformément aux éléments relatifs au coût figurant dans le tableau 3. L'Annexe 1 sera révisée pour inclure une description des indicateurs supplémentaires au titre du DLI 1 et ajouter le DLI 4.

#### **V. Instruments et pouvoirs juridiques**

67. L'octroi à l'emprunteur du financement proposé est régi par un accord de financement entre la République-Unie de Tanzanie et le FIDA. L'accord de financement signé sera modifié après l'approbation du financement additionnel.
68. La République-Unie de Tanzanie est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
69. Je certifie que le financement additionnel proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

#### **VI. Recommandation**

70. Je recommande au Conseil d'administration d'approuver le financement additionnel par la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République-Unie de Tanzanie un prêt à des conditions particulièrement concessionnelles d'un montant de trente-neuf millions neuf cent mille dollars des États-Unis (39 900 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République-Unie de Tanzanie un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de dix millions de dollars des États-Unis (10 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes, en substance, aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président  
Alvaro Lario

## Updated logical framework incorporating the additional financing

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions	
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility		
Outreach	<b>1 Persons receiving services promoted or supported by the project</b>				MIS, Digital Systems (M-Kilimo)	Annually	Ministry of Agriculture	"There is availability and willingness of the targeted youth to participate in the project and contribute to household livelihoods.  The Government of Tanzania has put in place systems to reach the targeted youth and has capacity to provide the services as provided in the project design. "	
	Males - Males	0	128000	320000					
	Females - Females	0	104000	260000					
	Young - Young people	0	112000	280000					
	Total number of persons receiving services - Number of people	0	232000	580000					
	<b>1.b Estimated corresponding total number of households members</b>				MIS, Digital Systems (M-Kilimo)	Annually	Ministry of Agriculture		
	Household members - Number of people		880000	2160000					
Development Objective  To support food systems resilience by strengthening agricultural service	<b>1.a Corresponding number of households reached</b>				MIS, Digital Systems (M-Kilimo)	Annually	Ministry of Agriculture	There is availability and willingness of the targeted youth to participate in the project and contribute to household livelihoods.  The Government of Tanzania has put in place systems to reach the targeted youth and has capacity to provide the services as provided in the project design.	
	Households - Households		232000	580000					
	<b>2.2.1 Persons with new jobs/employment opportunities</b>								
	Males - Males		10000	25000	COI Surveys	Midline, end line surveys	External M&E service provider		
	Females - Females		10000	25000					
	Young - Young people		20000	50000					

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions					
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility						
delivery, the adoption of climate resilient technologies and fiscal performance in the agricultural sector	Total number of persons with new jobs/employment opportunities - Number of people		20000	50000	Project surveys and reports	Mid-line and endline	PMU	The Government extension services have capability to deliver and reach the targeted youth with the climate resilient technologies. The youth horticulture enterprises are sustainable and have potential to create new jobs/employment opportunities for other people. The government is willing to support the growth of youth horticulture enterprises with all the necessary resources that grow and sustain them.					
	<b>People reporting enhanced resilience to climate risks (Number)</b>												
	Males - Number	0	1500000	2250000									
	Females - Number	0	1500000	2250000									
	Young - Number	0	750000	750000									
	<b>Percent increase in score of Women's Empowerment Metric for National Statistical Systems (WEMNS) (Percentage)</b>				end line survey	Completion							
	<b>Tanzania's CAADP BR score on "Intra-African Trade in Agriculture Commodities and services"</b>					Endline evaluation	MoA						
	BR Score - Number	4.21	4.21	8.5	Progress reports	Mid-line and endline	MoA						
	<b>Policy products adopted with project support related to agriculture, natural resource management, and food/nutrition security</b>												
	Number of policies - Number	0	0	6									
Outcome Results Area 1: Improving service delivery in research, extension, and seed Mainland	<b>3.2.2 Households reporting adoption of environmentally sustainable and climate-resilient technologies and practices</b>				COI Surveys	Midline, end line surveys	External M&E service provider						
	Total number of household members - Number of people		510000	1050000									
	Households - Percentage (%)		18	45									
	Households - Households		170000	380000									
	<b>3.1.2 Persons provided with climate information services</b>												
Output DLI 1. Sustainable financing for the development and dissemination of climate resilient	Males - Males	0	35000	70000	MIS, Digital Systems (M-Kilimo)	Annually	Ministry of Agriculture	There is willingness and capacity from government to improve the service delivery in research, extension, and seed systems.					
	Females - Females	0	15000	30000									
	Young - Young people	0	50000	100000									

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions					
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility						
technologies in agriculture; P4R RDLIs- Mainland	Persons provided with climate information services - Number of people	0	50000	100000				The government is willing has the capacity to make the initial investment to achieve these deliverables to trigger the disbursement of funds on time.					
<b>TARI Strategic Plan 2025-30 approved to include horticulture investment plan, including Mid-term Expenditure Framework (this a deliverable for year 2025)</b>				TARI records, surveys of farmers and agricultural experts	Audited reports	Annually	Type of component supported.						
Horticulture investment plan approved (including Mid-term Expenditure Framework) by type of component supported - Number	0	0	1										
TARI research strategic plan 2025-2030 approved, including mid-term expenditure framework (Yes/No) – Number	0	0	1										
<b>TARI's annual budget outturn for research</b>													
Ratio of TARI's budget received to budget committed in its medium-term expenditure framework (in %) (Percentage) - Percentage (%)	30	60	75										
Increased budget for research institutions (% of budget allocated to horticulture) - Percentage (%) - Percentage (%)	30	60	65										

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions				
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility					
<b>Horti Tengeru Center of Excellence for Horticulture established and operational</b>	Center of Excellence for Horticulture rehabilitated and 3-year operational plan in place - Number	0	0	1	Progress reports	Annual	TARI					
	Number of Village Based Advisors trained in the centre of excellence - Number	0	800	1600								
	Males - Number	0	400	800								
	Females - Number	0	400	800								
	<b>Number of climate smart varieties released</b>											
	Number of new climate-resilient seed horticulture varieties released - Number	0	10	20								
	Number of climate resilient crop varieties released (total since 2022) - Number	0	15	25								
	Amount of pre-basic seed distributed by TARI - Tons	200	260	300								
	<b>Number of technologies developed, transferred to and absorbed by extension services since 2022</b>											
	Number of technologies developed, - Number	0	30	50								
	Of which gender-sensitive technologies (Number) - Number	0	6	10								

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions				
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility					
	Of which biofortified varieties (e.g., orange flesh sweet potato, beans) (Number) - Number	0	3	5								
<b>Output</b> DLI 2. Extension outreach strengthened, including through ICT solutions for promoting climate smart practices; P4R RDLIs- Mainland	<b>1.1.3 Rural producers accessing production inputs and/or technological packages</b>				MIS, Digital Systems (M-Kilimo)	Annually	Ministry of Agriculture	There is willingness by extension services to participate in trainings related to climate smart practices and deployment of e-agriculture solutions. There is willing to utilise e-agric solutions within government.				
	Males - Males											
	Females - Females											
	Young - Young people											
	Total rural producers - Number of people											
	<b>Farmers reached with (horticulture) extension services</b>											
	Males - Number	0	272	680								
	Females - Number	0	272	680								
	Young - Number	0	544	1360								
	<b>1.1.4 Persons trained in production practices and/or technologies</b>											
	Total number of persons trained by the project - Number of people				Ministry of Agriculture training records	Annually	Ministry of Agriculture	There is technical support for the relevant staff to fully utilise the e-agric solutions. The e-agric solutions are user friendly to both government staff and the targeted youth. There is supportive infrastructure in the geographic areas to support the functionality of the e-agric solutions. The youth are willing to participate in financial literacy trainings and get registered on the E-Platform.				
	Males trained at least once by the project - Males											
	Females trained at least once by the project - Females											
	<b>Number of extension staff trained on horticulture climate smart practices and e-agric. Solutions</b>											
	Male - Number	0	272	680								
	Female - Number	0	272	680								
	Young People - Number	0	544	1360								

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions				
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility					
	<b>Number of extension officers trained on CSA, e-solutionn and SHEP Approach (JICA)</b>											
<b>Output</b> DLI 3. Improved functional linkages in the Seed value chain; P4R RDLIs- Mainland	Total number of people - Number of people	0	0	1000	ASA records	Annually	TOSCI	There is expertise and infrastructure to support the production of certified seeds. There is limited red tape in getting the seed certified to get into mainstream seed market systems.				
	<b>Number of TOSCI Authorized Seed Inspectors (non-horticulture)</b>											
	Males - Number	80	120	150								
	Females - Number	10	30	37								
	<b>Number of TOSCI Authorized Horticulture Seed Inspectors/2</b>				TOSCI records	Annually	TOSCI					
	Male - Number	0	6	9								
	Female - Number	0	6	9								
	Young People - Number	0	12	18								
	<b>Amount of certified seeds and seedlings produce</b>											
	Tons of certified seeds (non-horticulture) produced - Tons	3000	12000	20000								
	Tons of certified horticulture seeds produced - Tons	0.26	0.75	1.25								
	Number of horticulture seedlings produce - Number	0	2000	4000								
<b>Outcome</b> RA2. Developing resilient rural Infrastructure	<b>1.2.1 Households reporting improved access to land, forests, water or water bodies for production purposes</b>											
	Women-headed households - Households											
	Households reporting improved access to water - Percentage (%)											

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	<b>2.2.6 Households reporting improved physical access to markets, processing and storage facilities</b>							
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Percentage (%)							
	Size of households - Number of people							
	Women-headed households - Households							
	Households reporting improved physical access to storage facilities - Households							
<b>Output</b> DLI 4: Performance-Based Operations, Management and Maintenance (OMM) Contracts Introduced and Implemented - including irrigation schemes under MOA Borehole masterplan	<b>1.1.2 Farmland under water-related infrastructure constructed/rehabilitated</b>							There is willingness and capacity from government to improve the service delivery in research, extension, and seed systems. The government is willing has the capacity to make the initial investment to achieve these deliverables to trigger the disbursement of funds on time.
	Hectares of land - Area (ha)							
	<b>Performance based OMM contracts</b>				(i). Table with area operated under performance-based OMM contracts (disaggregated by region and scheme) (ii). Scheme lay-out plans included in the agreements defining the total irrigation area operated under the signed OMM contracts (iii). 6	Annually	NiRC	
	Number of performance-based OMM contracts signed - Number	0	17	34				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
					monthly reports prepared by the OMM contracting parties to the NiRC for each scheme that is included in the measurement of DLI (incl. IO payment statement for bulk water supplied by NiRC); (iv). Any performance monitoring reports that were agreed in the OMM contract			
<b>Output</b> DLI 5. Effective management of public warehouse facilities	<b>Warehouses leased by the private sector, operated by cooperatives and SOEs/NFRA in compliance with guidelines (for new management model) (Number)</b>							
	Number of warehouses leased - Facilities	0	44	79				
	Total annual turnover of commodities stored in warehouses managed using new management model - Money (USD' 000)	0	35000	56000				
<b>Outcome:</b> RA3. Strengthening fiscal performance to enable delivery on priority investment areas								
<b>Output</b> DLI 6. Improved agricultural budget monitoring and predictability	<b>Budget outturn of MoA and its line agencies (Percentage)</b>							The MoA and MoF are willing to increase budget allocations for agriculture programmes. MoA and its line agencies have capacity spend the budget on the allocated programmes/activities.
	% change in budget outturn of MoA and its line agencies (Percentage) - Percentage (%)	0	70	80				

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions			
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility				
<b>Output</b> DLI 7. Scaling up soil health assessment and management framework	<b>Number of scale up farmers reached with actionable advice and inputs for localized integrated soil fertility management interventions (Number)</b>							The MoA has capacity and is well equipped to establish and publish a soil map. The MoA has need for establishing the soil map.			
	Males - Number	0	12000	24000							
	Females - Number	0	8000	16000							
	<b>Number of pilot farmers reached with actionable advice and inputs for localized integrated soil fertility management interventions (Number)</b>										
	Males - Number	0	13000	39000							
	Females - Number	0	2000	6000							
<b>Outcome:</b> IPF Component: Project Activities in ZanzibarZanzibar											
<b>Output</b> IPF Component 1: ZanzibarSupport to Zanzibar	<b>Number of ZARI Lab equipped with facilities (soil, tissue culture and entomology etc.)</b>				ZARI records	Annually	ZARI	There is willingness by the government to rehabilitate ZARI Labs. There is availability of staff or students willing to pursue postgraduate studies in areas of need within ZARI. There is expertise and infrastructure to support the production of certified seeds. There is limited red tape in getting the seed certified to get into mainstream seed market systems. There is willingness by extension services to participate in trainings related to climate smart practices and deployment of e-agriculture solutions. There is willingness and capacity by the targeted youth to be trained, adopt and sustain the climate			
	Labs equipped with facilities - Number		0	4							
	<b>Number of additional professional staff with a post-graduate degree (master's and PhD) at ZARI</b>										
	Male - Number		0	5	ZARI records	Annually	ZARI				
	Female - Number		0	5							
	Young people - Number		0	2							
	<b>Number of climate resilience enhancing technologies developed and released in Zanzibar</b>				ZARI records	Annually	ZARI				
	Climate resilience - Number		6	7							
	<b>Seed certification system established</b>				ZARI records	Annually	ZARI				
	System established - Number		0	1							
	<b>Number of extension staff trained on climate smart practices and e-agric solutions</b>				Ministry of Agriculture (Zanzibar) records, surveys of extension staff	Annually	Ministry of Agriculture				
	Male - Number		87	88							
	Female - Number		87	88							
	Young people - Number		4	6							

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions				
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility					
<b>Output</b> IPF Component 2: Zanzibar Rehabilitation of rural infrastructure to enhance climate resilience	<b>Number of farmers that completed a farmer field school program supported by the project</b>				Ministry of Agriculture (Zanzibar) records, surveys of extension staff	Annually	Ministry of Agriculture	resilient technologies in their horticulture enterprises.				
	Male - Number		2000	3500								
	Female - Number		1400	2500								
	Young People - Number		400	1000								
<b>Output</b> IPF Component 3: Zanzibar Improved access to markets	<b>Number of Farmer's Service Centers rehabilitated (incl. drying area)</b>				Ministry of Agriculture (Zanzibar) records	Annually	Ministry of Agriculture	The Ministry of Agriculture supports the rehabilitation of the Farmer Service Centers. The Farmer Service Centers are available and accessible for rehabilitation.				
	Service centers rehabilitated - Number	0	0	5								
	<b>Area provided with new/improved irrigation or drainage services (hectare)</b>											
	Number of hectares under new/improved irrigation or drainage services - Area (ha)	0	0	800								
	<b>Number of boreholes for irrigation rehabilitated</b>											
	number of boreholes - Number	0	8	8								
<b>Output</b> IPF Component 3: Zanzibar Improved access to markets	<b>Farm roads rehabilitated within irrigation schemes (in km) (Number)</b>				Ministry of Agriculture (Zanzibar) records	Annually	Ministry of Agriculture	There is willingness and capacity by the targeted youth to participate in food safety certification programmes, adopt and sustain these in their horticulture enterprises				
	Km rehabilitated - Km	0	10	10								
	<b>Number of youths certified on food safety standards</b>											
	Male - Number		200	500								
	Female - Number		200	200								
<b>Output</b> IPF Component 3: Zanzibar Improved access to markets	Young people - Number		400	1000	Ministry of Agriculture (Zanzibar) records	Annually	Ministry of Agriculture					
	<b>Number of youths supplying local markets with horticulture produce</b>											
	Male - Number		200	500								
	Female - Number		200	500								
	Young People - Number		400	1000								

Results Hierarchy	Indicators				Means of Verification			Assumptions
	Name	Baseline	Mid-Term	End Target	Source	Frequency	Responsibility	
	<b>Number of women vegetable producing/marketing groups established or strengthened</b>							
	Number of women vegetable producing/marketing groups established or strengthened - Groups	0	30	30				

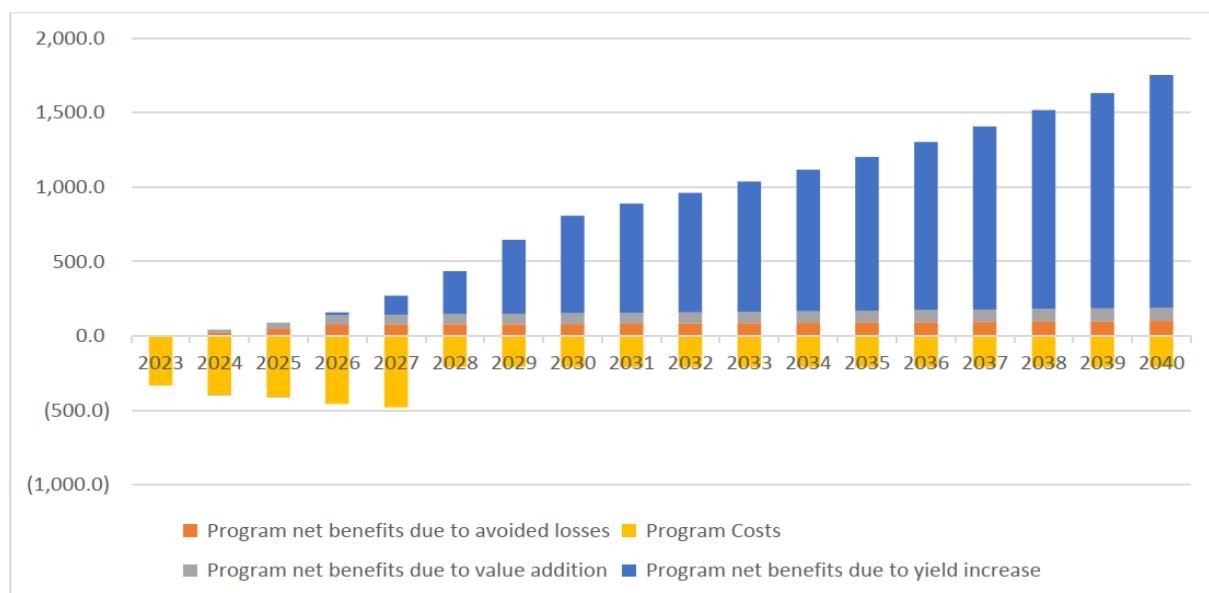
## Updated summary of the economic and financial analysis

**Economic Analysis.** A cost benefit model is used to assess the ex-ante efficiency of TFSRP over the 2023-2040 period. Costs include the entire Program costs, as all budget items are considered necessary to obtain the target impact. Incremental net benefits are estimated in terms of value of agricultural production for six major crops. They are calculated as the difference in benefits between a counterfactual scenario without Program, and a scenario with Program. Climate change is accounted for in both scenarios. **The Program's Net Present Value is estimated at \$4.01 billion with an Internal Rate of Return (IRR) of 14.7% and a Benefit Cost Ratio of 2.1. The payback period is 6 years.** The World Bank recommended discount rate of 5% has been used to calculate costs and benefits indicators.

**Costs** include the entire Program costs (as per TFSRP boundaries), as all budget items are considered necessary to obtain the target impact. Over 2023-2028, costs thus amount to \$ 2,093 M (including Government funds and IDA funds). Over 2029-2040 (19-year period), the assumption is made that the Government will maintain public agricultural expenditures at its 2022/23 level. Hence, costs post-TFSRP amount to \$ 2,691 (before application of the discount rate). This is a conservative assumption as TFSRP is expected to have a transformative effect on agricultural public spending. However, 2022/23 was already a year of high public investment compared to the previous decade, and using it as a baseline for future public expenditures better isolate the effect of TFSRP per se. The total Program costs are thus estimated at \$4.8 billion over 2023-2040 (before application of the discount rate).

**Incremental net benefits** are estimated as the difference in benefits between two scenarios: a counterfactual without-Program (WO/P) and a scenario with TFSRP implementation (with Program, W/P). Benefits are assessed in terms of value of agricultural production. Climate change is accounted for in both scenarios, as a major expected benefit of the Program consists in supporting Tanzania's adaptation to it.

*Summarizes costs and benefits modelled in this economic analysis*



**The counterfactual (WO/P) is modelled based on projected yields, production, acreage adjustments and prices based on historical patterns adjusted for projected climate change impacts.** The model encompasses six major agricultural commodities (maize, rice, sorghum, cassava, banana and beans) and excludes livestock, as TFSRP focuses on crops. Projected yields and cultivated acreages come from CIAT and World Bank (2017) and are based on historical patterns in Tanzania adjusted for expected

climate change impact in the country. They have been estimated with a global partial equilibrium model for the food and agriculture sector (IMPACT - the International Model for Policy Analysis of Agricultural Commodities and Trade, Robinson et al. 2015). Projected price data come from Sulser et al. (2021) and allow to estimate the projected value of the different products over the period.

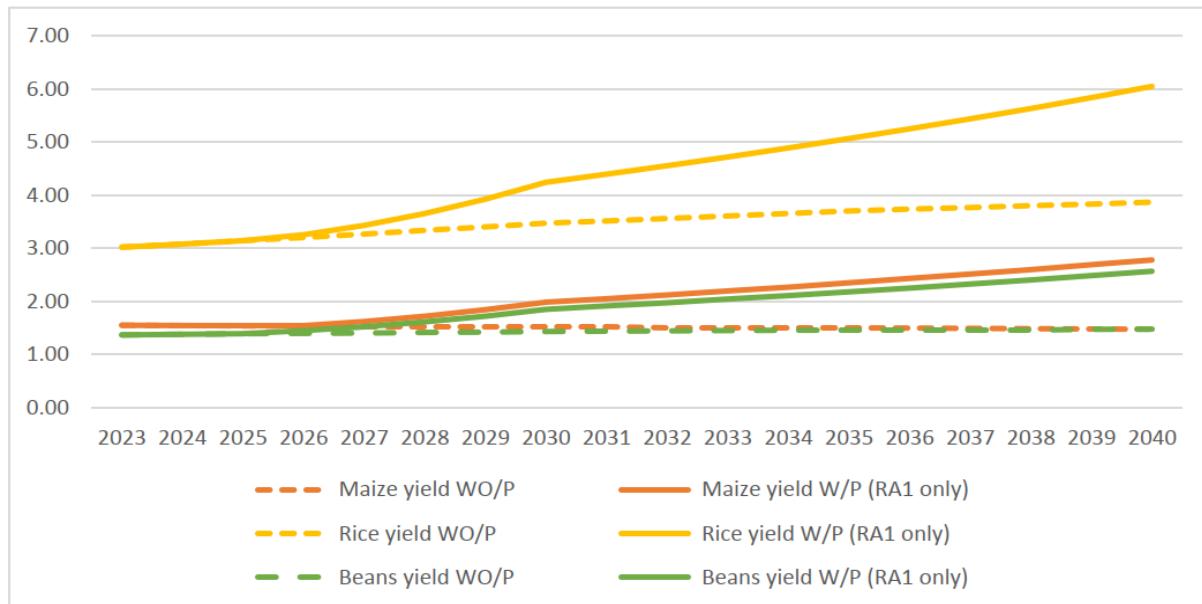
The benefits of TFRSP have been modelled and quantified (see summary Table 1 and Table 2) the key assumptions are as follows:

**Development, dissemination, and adoption of climate-smart agriculture innovations (including improved seeds) that increase agricultural productivity despite climate change.**

TFSRP is expected to build resilience and increase the capacity to adapt to climate change by accelerating the ability of research institutions to develop and adapt technologies (DLI 1), expand the use of digital solutions to enable increased access to climate-smart technology, strengthen extension services outreach for promoting climate smart practices (DLI 2), and improve the supply to high-quality climate resilient seeds (DLI 3). These activities correspond to TFSRP Result Area 1 (Improving service delivery in research, extension, and seeds). Related benefits are assessed based on Sulser et al. (2021). These authors estimated yields adjustments under different policy scenarios within a climate change baseline, also using the IMPACT model. They consider five alternative investment scenarios, among which a scenario on increased research and development combined with faster and more efficient adoption of new technologies and improved seeds. The estimations of TFSRP benefits are extrapolated from these results.

Figure 1 provides an example for maize, rice and cassava of how the Program's Result Area 1 is expected to increase yields. Assumptions on the diffusion and adoption of innovations among farmers are summarized in table 1. A 3-year lag between investment in innovation and adoption at the field level is assumed.

*Figure 1: Projected yields evolution for Maize, Rice and Beans in Tanzania with (W/P) and without (WO/P) TFSRP*



**Development of water-efficient irrigation schemes that reduce the negative impacts of climate change on agricultural production:**

DLI 4 is expected to establish systems that ensure all irrigation systems are used as effectively and efficiently as possible. Benefits of the development of water-efficient irrigation are assessed by adapting Sulser et al. (2021)'s results on their scenario of investment on expansion of irrigated area coupled with increased water use efficiency.

Assumptions on the percentage of cultivated area that benefits from water-efficient irrigation are summarized in table 1. A 2-year lag between investment in improved irrigation management system and adoption at the field level is assumed.

**Adoption by farmers of soil health management practices that reduce the negative impacts of soil degradation on agricultural production:**

DLI 8 is expected to support Tanzania in adopting a holistic soil health policy framework that will increase productivity and long-term resilience of the sector and pave the way for future carbon financing opportunities. Benefits of improved agricultural soil health management are assessed by adapting Sulser et al. (2021)'s results on their scenario of improved soil water-holding capacity. Assumptions on the percentage of cultivated area that benefits from improved soil health management practices are summarized in table 1. A 3-year lag between investment in soil management practices and yield impact is assumed.

**Improvement in warehouses management that reduces agricultural losses along the value chains**

DLI 5 is expected to incentivize the development of an energy efficient warehouse management model that will increase the use of the existing storage capacity. The benefits are assessed by making the assumptions that TFSRP will improved storage efficiency for an increasing percentage of the agricultural production starting in 2024. Improved storage is assumed to reduce agricultural losses by 30 percent. Increase in value addition at the warehouse level thanks to increased public-private partnerships:

The warehouse management model promoted by DLI 5 will also use a private sector operation model that fosters value addition at the warehouse level (e.g., first-step processing of agricultural commodities). DLI 5 is thus also expected to add value on an increasing percentage of national agricultural production (see Table 1). It is assumed that processing adds 30 percent to the value of the commodity.

These benefits correspond directly to DLI 1 (research), DLI 2 (extension services), DLI 3 (seeds), DLI 4 (irrigation), DLI 5 (storage) and DLI 7 (soil health). DLI 6 (fiscal performance) is considered as enabler of the afore mention DLIs, in the sense that DLI 1-5 and 7 could not yield their benefits without the investments unlocked by DLI 6.

**TFRSP is expected to yield the following additional benefits that have not been quantified:**

The social value of impact on GHG emissions: The Program is expected to reduce agricultural GHG emission per unit of agricultural product because of (i) an increase in carbon sequestration in agricultural soils with improved soil health management practices; (ii) reduction in agricultural losses with improved warehouses systems; (iii) reduction in agriculture-linked deforestation due to increased productivity on farmland.

- Improved capacity and skill-level in public institutions: TFSRP encompasses significant technical assistance that had not been assessed in this analysis.
- Reduction in gender agricultural productivity gap: The gender gap in agricultural productivity in Tanzania is estimated at 20-30 percent. The Program aims at bridging it by creating training opportunities for women, giving a special focus on outreach to women farmer access to technologies, increasing access to improved seed varieties for women and creating opportunities for women to participate in commercialization.
- Diversified livelihoods and improved employment opportunities: It is expected that TFSRP generates additional employment up and downstream, such as in agricultural research, in input and service provision for agriculture sector, post-harvest services such as storage and processing facilities, transport services; ICT tools.
- positive externalities from reduced soil degradation (including improved ecosystem services provision, reduced costs of sediment build-up in downstream irrigation; etc.)

- Improved food security and nutrition: benefits resulting from improved food security and nutrition have not been assessed beyond the value of agricultural production. However, one of the major expected benefits of the Program is to improve access to a more diversified, nutritious, and stable food supply for Tanzania and the Region. Indirect benefits include (among others) increased productivity in other sectors and reduced costs in the health sector.

*Table 1: Key assumptions on Program benefit diffusion at the farm level*

	Share of farm area reached with CSA innovation developed (RA1)	Share of farm area reached with irrigation improvement	Share of production benefiting from improved storage	Share of farm area reached with soil improvement
<b>2023</b>	0%	0%	0%	0%
<b>2024</b>	0%	1%	1%	1%
<b>2025</b>	0%	1%	2%	2%
<b>2026</b>	5%	1%	3%	4%
<b>2027</b>	10%	2%	3%	5%
<b>2028</b>	12%	3%	3%	5%
<b>2029</b>	15%	3%	3%	5%
<b>2030</b>	15%	4%	3%	5%
<b>2031-2040</b>	15%	4%	3%	5%

*Table 2: Elasticities of yield increase (%) per \$1M invested*

	CSA innovation development and dissemination	Irrigation improvement	Soil improvement
maize	3.62E-04	4.20E-04	5.74E-03
rice	3.80E-04	1.66E-04	4.11E-03
cassava	3.79E-04	0.00E+00	5.70E-03
sorghum	3.87E-04	0.00E+00	9.78E-04
beans	3.50E-04	6.86E-05	9.78E-04
bananas	1.77E-04	1.77E-04	6.19E-03